

**Session du 26 juin 2017**

**Intervention Grégory BLANC – compte administratif 2016**

Notre Département demeure dans une situation extrêmement précaire, sous respiration artificielle, je le disais en introduction et les chiffres de ce compte administratif 2016 le démontrent clairement.

Le nombre d'annuités nécessaire au remboursement de la dette, ratio d'analyse certainement le plus important, indique une dégradation, passant de 8,8 années en 2015 à 9,9 années en 2016. Indiquer qu'il y a une amélioration sur ce point est une posture, c'est même une imposture comme l'a indiqué Jean-Luc Rotureau. Pour dire que vos carottes sont belles, vous les comparez à des choux ! Comment est-il possible d'avoir un mode de calcul au Budget prévisionnel, et en changer pour le compte administratif ?

Cela va mieux qu'en 2014, c'est vrai. Mais moins bien qu'en 2015.

9,9 années donc. Sous les 10 ans, le seuil de tous les dangers. Nous sommes tout de même bien loin des 4,5 années de la moyenne nationale et des 4,2 années des Départements de notre strate.

Il en va ainsi de même pour l'épargne brute, c'est-à-dire ce que nous pouvons dégager pour investir. Une baisse de 8M€ par rapport à 2015, passant de 53,97M€ à 45,83M€. Mais c'est vrai que c'est plus qu'en 2014 (37,30M€).

**Je le disais en introduction, comparer aux chiffres de 2014, proche de l'insincérité budgétaire avec un résultat variant de 40% entre le prévu et le réalisé, relève au mieux de l'égaré, au pire de la malhonnêteté.** Si on veut avoir une lecture objective de la situation de notre collectivité et de sa trajectoire, il faut regarder les choses sur le temps long.

Et là, qu'en est-il de notre épargne brute ? Nous sommes pile poil dans la moyenne des années post-crise de 2007 avec 45,83M€ d'épargne. Pas plus haut, pas plus bas. Inférieur au record de 2015, mais plus haut qu'en 2009 et 2014.

2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	MOY
48.86	35.92	42.92	51.32	42.82	51.75	37.3	53.97	45.83	45.63

45.83M€, soit 57€ par habitant. C'est exactement le double pour les départements de notre strate (114€/hab) et 122€/hab. pour la moyenne nationale.

**Bref, depuis 10 ans, nous ne parvenons plus à dégager les moyens d'investir comme le font encore les autres départements. C'est dramatique. Il faut le dire clairement.**

Et en vérité, notre salut, tout relatif, selon les années, ne provient que du bon niveau ou pas des droits de mutation.

Or, les marges de manœuvre sont étroites, je le rappelle :

1. Nous sommes le Département où le niveau de dépenses est parmi les plus faibles de France. Réduire, en masse, n'est plus possible, la ligne jaune étant déjà largement franchie dans certains secteurs où le service n'est plus que partiellement assuré ;
2. Nous sommes parmi les Départements de France parmi les mieux compensés pour les allocations de solidarité.
3. Du département où l'impôt était le plus faible, nous sommes désormais celui où le taux est le plus élevé de tout le grand ouest, notre ratio de fiscalité directe/ recettes de fonctionnement nous place 6 points au-dessus de la moyenne nationale.

Bref, il faut se mettre autour d'une table, parce qu'en continuant tel qu'on le fait actuellement, on va continuer de végéter durablement. Stabiliser une situation très précaire, c'est effacer l'avenir.

**Nous le redisons, comme à chaque compte administratif, vous n'échapperez pas à de nouvelles hausses d'impôt pour rembourser le poids de la dette et payer le poids du passif.** D'autant que chacun a bien conscience ici que pour reproduire chaque année ce qui s'est passé en 2016 ne peut être qu'une gestion à courte vue : reporter 20M€ d'investissement sur l'année suivante n'est qu'un tir à un coup, quant au DMTO, c'est forcément plus aléatoire.

- a. Il va falloir avoir le courage d'être plus radical, en vendant davantage de bijoux de famille. Depuis 2 ans, nous formulons des propositions quant aux sociétés satellites. Mettez-le à l'étude.
- b. Et puis, pour endiguer la hausse mécanique du coût de la solidarité, lié au vieillissement, il est impératif d'actionner tous les leviers : la prévention et le développement de solutions alternatives de prise en charge en matière de protection de l'enfance, le développement d'outils d'insertion ou encore l'innovation massive en matière d'autonomie. Or, sur tous ces points ça traîne, ça traîne trop, et au final, ça n'endigue pas la hausse du coût des solidarités.

**Monsieur le Président, chers collègues, notre Département a un problème structurel qui le place hors de toute comparaison. Il nous faut nous attaquer à cela sans préjugés. Certaines choses vont dans le bon sens, d'autres non. Mais surtout : cela ne va pas assez loin, assez vite. Nous commençons à avoir des équipements moins compétitifs, qui se dégradent de plus en plus. Nous ne parvenons plus à investir dans les collèges, nous ne parvenons plus à entretenir et aménager nos routes comme il le faudrait, et parallèlement nous demandons aux intercommunalités de se substituer dans bien des domaines au Département comme on le voit en matière de financement des infrastructures numériques.**

Bref, la situation ne sera bientôt plus tenable, voilà pourquoi les quelques M€ jetés par les fenêtres à la suite de l'appel à projet non maîtrisé en protection de l'enfance, ou les choix stratégiques faits sur Terra Botanica sont par exemple insupportables. Voilà pourquoi surtout, il est urgent de mettre sur pied des solutions nouvelles et une méthode de gestion réellement participative.

La situation demeure complexe, et nous sommes prêts à prendre notre part.